

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

CONSEIL MUNICIPAL DU 4 DECEMBRE 2025

NOMBRE DE CONSEILLERS :

- en exercice	29
- présents	22
- votant par procuration	7
- absent	0
- total des votants	29

xxx

Affichage en mairie et publication sur le site Internet de la Ville de la liste des délibérations
examinées en séance faits le 5 décembre 2025.

xxx

L'an deux mille vingt-cinq, le quatre décembre, à dix-huit heures, le Conseil Municipal de la Ville de Lillebonne, légalement convoqué le vingt-sept novembre, s'est rassemblé en session ordinaire accessible au public dans la salle de l'Hôtel de Ville, sous la présidence de Mme Christine DÉCHAMPS, Maire.

Étaient présents :

Mme Christine DÉCHAMPS, Maire,

M. Kamel BELGHACHEM, Mme Emmanuelle PATIN, M. Sébastien MORO, Mme Marie-Hélène LONGO, M. Franck LEMAÎTRE, Mme Fabienne MANDEVILLE, M. Pascal SZALEK, Mme Evelyne BAILLEUL, Adjoints,

Mme Chantal BEAUDOIN, Mme Michelle DAJON, Mme Brigitte POLLET, Mme Nathalie CASTEL, M. Junior MOUDJIH A FIONG, Mme Arlette LECACHEUR, M. Patrick WALCZAK, M. Patrick CIBOIS, M. Jean-Yves GOGNET, M. Thierry GIMAY, Mme Amel TAKARLI, Mme Sourayo OUF, Mme Jennifer BEAUMONT, Conseillers Municipaux.

Excusés :

M. Tarek HAMMAN	qui donne pouvoir à	M. Kamel BELGHACHEM
M. Fabrice LEPAREUX	qui donne pouvoir à	Mme Emmanuelle PATIN
M. Omar BELGHACHEM	qui donne pouvoir à	M. Junior MOUDJIH A FIONG
M. Johan GONZALEZ	qui donne pouvoir à	M. Franck LEMAÎTRE
Mme Marianne DUHAMEL	qui donne pouvoir à	Mme Brigitte POLLET
Mme Sylvie DE MILLIANO	qui donne pouvoir à	M. Jean-Yves GOGNET
Mme Anne-Lise COUTURE	qui donne pouvoir à	Mme Arlette LECACHEUR

Absent :

//

formant la majorité des membres en exercice.

Mme Arlette LECACHEUR est nommée secrétaire par le Conseil Municipal à l'ouverture de la séance.

Délibération n° : D.85/12.25

Objet : Elections municipales 2026
Convention relative à la réalisation de la mise sous pli et du colisage de la propagande électorale
Ville de Lillebonne / Préfecture de la Seine-Maritime

VILLE DE LILLEBONNE
Réunion du Conseil Municipal
Séance ordinaire du 04.12.2025

Délibération n° : D.85/12.25

Objet : Elections municipales 2026
Convention relative à la réalisation de la mise sous pli et du colisage de la propagande électorale
Ville de Lillebonne / Préfecture de la Seine-Maritime

Monsieur BELGHACHEM indique que dans le cadre de l'organisation des élections municipales 2026, la Préfecture de la Seine-Maritime s'est proposée de déléguer à la Ville de Lillebonne, par le biais d'une convention, la réalisation des travaux suivants pour l'ensemble des tours de scrutin qui se tiendront les 15 et 22 mars 2026 :

- mise sous pli de la propagande électorale à destination des électeurs,
- colisage des bulletins de vote à destination des bureaux de vote.

Dans le cadre de ce dispositif, une dotation arrêtée par la Préfecture de la Seine-Maritime sera allouée à la commune par tour de scrutin à l'issue du second tour en fonction des tarifs définis ci-dessous :
nombre d'électeurs X 0,30 euros

Cette dotation unique couvre l'ensemble des dépenses liées aux missions objet de la présente convention (dont les dépenses de personnel et de matériel, les charges patronales, la location de salle, etc.). Aucune dotation complémentaire ne sera accordée à la commune.

La Ville de Lillebonne acceptant de réaliser les missions relatives à la réalisation de la mise sous pli et au colisage de la propagande électorale pour les élections municipales 2026, il s'avère donc nécessaire de signer une convention à intervenir avec la Préfecture de la Seine-Maritime.

Aussi, au regard de ce qui précède,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L2121-29,

Vu les articles L2511-6 du code de la commande publique et L241 du code électoral,

Considérant le souhait de la Ville de Lillebonne d'accepter de réaliser les missions relatives à la réalisation de la mise sous pli et au colisage de la propagande électorale pour les élections municipales 2026.

VILLE DE LILLEBONNE
Réunion du Conseil Municipal
Séance ordinaire du 04.12.2025

Délibération n° : D.85/12.25

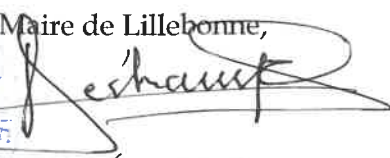
Objet : Elections municipales 2026
Convention relative à la réalisation de la mise sous pli et du colisage de la propagande électorale
Ville de Lillebonne / Préfecture de la Seine-Maritime

Il est proposé au Conseil Municipal :

- d'approuver les termes de la convention relative à la réalisation de la mise sous pli et au colisage de la propagande électorale pour les élections municipales 2026 à intervenir entre la Ville de Lillebonne et la Préfecture de la Seine-Maritime,
- d'accepter le versement de la dotation unique et forfaitaire allouée à la commune par la Préfecture de la Seine-Maritime (*recette qui sera inscrite sur la nature 74718 "Autres dotations" du budget Ville 2026*),
- d'autoriser Madame le Maire ou son représentant à signer ladite convention, ses éventuels avenants, ainsi que tous documents afférents.

DÉLIBÉRATION ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ.

*Délibéré en séance les jour, mois et an susdits.
Pour extrait certifié conforme,*

Le Maire de Lillebonne,

Christine DÉCHAMPS.

La secrétaire de séance,

Arlette LECACHEUR.



ÉLECTIONS MUNICIPALES 2026

CONVENTION RELATIVE À LA RÉALISATION DE LA MISE SOUS PLI ET DU COLISAGE DE LA PROPAGANDE ÉLECTORALE

Entre :

L'État, représenté par le Préfet de la Seine-Maritime, d'une part,

et

La commune de Lillebonne, dénommée ci-après « commune », représentée par le Maire, d'autre part,

Il est convenu ce qui suit :

ARTICLE 1^{er} : Missions objet de la convention

À l'occasion de l'organisation des élections municipales des 15 et 22 mars 2026, la présente convention a pour objet de confier la réalisation des travaux suivants pour l'ensemble des tours de scrutin à la commune :

- ☒ Mise sous pli de la propagande électorale à destination des électeurs ;
- ☒ Colisage des bulletins de vote à destination des bureaux de vote.

Cette convention est conclue dans le cadre des articles L. 2511-6 du code de la commande publique et L. 241 du code électoral.

L'adressage des enveloppes sera exécuté, sous la responsabilité de la préfecture, par la société Diffusion Plus, dans le cadre d'un marché.

ARTICLE 2 : Détail des missions

Sous la responsabilité de la commission de propagande, la commune réalise les missions déterminées à l'article 1^{er}.

Après réception et stockage par la commune des documents électoraux (professions de foi et bulletins de vote) des listes de candidats, ces missions consistent à :

- ☒ Mettre sous pli la propagande électorale :
 - Mise sous pli de la propagande électorale pour chaque électeur (une profession de foi et un bulletin de vote de chaque liste candidate) en respectant l'ordonnancement définis par le routeur ;
 - Remise à La Poste des plis cachetés à destination des électeurs dans les contenants fournis à cet effet, conformément au memorandum de La Poste (configuration n°2 du memorandum) annexé à la présente convention **au plus tard le mercredi 11 mars 2026** pour le premier tour de scrutin, et les cas échéant, **au plus tard le jeudi 19 mars 2026** pour le second tour de scrutin ;
- ☒ Coliser les bulletins de vote à destination des bureaux de vote :
 - Préparation et répartition des paquets de bulletins de vote, afin de pourvoir l'ensemble des bureaux de vote de la commune, en nombre au moins égal à celui des électeurs inscrits ;

ARTICLE 3 : Modalités de réalisation des missions par la Commune

La Commune détermine les conditions matérielles de réalisation des missions qui lui sont confiées. Elle est responsable du bon déroulement des opérations objet de la présente convention.

Elle procède le cas échéant aux recrutements des personnels nécessaires, selon les modalités adaptées à sa situation. Dans ce cadre, si la commune décide de faire appel à des personnels extérieurs, il lui appartient d'établir les fiches de paie individuelles, de procéder au règlement des charges sociales, d'adresser aux organismes sociaux les déclarations rendues obligatoires par les textes en vigueur et de procéder aux versements correspondants dans les délais légaux.

La réussite opérationnelle de la mise sous pli est conditionnée au respect strict des modalités techniques définies dans la configuration n°2 du memorandum afférent, communiqué par la préfecture et La Poste, conformément à l'annexe ci-jointe. Le bureau des élections de la préfecture et le correspondant élections départemental de La Poste sont chargés de conseiller et d'accompagner la commune dans sa mise en œuvre. La commune ne peut s'opposer aux dispositions de ce memorandum.

L'envoi par La Poste des enveloppes de propagande est effectué exclusivement dans le cadre de marchés conclus par le ministère de l'Intérieur. Le coût est à la charge de l'État.

ARTICLE 4 : Fourniture des matériels

La préfecture met à disposition de la commune les contenants avec les enveloppes vides adressées et ordonnancées destinées à la mise sous pli de la propagande à destination des électeurs. Les modalités de livraison seront fixées ultérieurement par la préfecture.

ARTICLE 5 : Délais et contrôle

Les dates et heures limites de dépôt des professions de foi et des bulletins de vote par les listes candidates pour chaque tour de scrutin sont fixées par arrêté préfectoral.

Les opérations décrites à l'article 1^{er} sont réalisées par la commune dans un calendrier arrêté par la préfecture pour le premier et le second tour des élections municipales de 2026.

La commune informe sans délai la préfecture de toute difficulté ou retard constaté dans la réalisation des opérations.

Les membres de la commission de propagande ou leurs représentants peuvent se rendre à tout moment dans les locaux de la commune au cours des périodes susvisées, aux fins de contrôle des travaux de mise sous pli et de colisage.

ARTICLE 6 : Dispositions financières

La dotation allouée à la commune pour cette opération est arrêtée par la préfecture par tour de scrutin à l'issue du second tour en fonction des tarifs définis ci-dessous :

nombre d'électeurs x 0,30 euros

Cette dotation unique couvre l'ensemble des dépenses liées aux missions objet de la présente convention (dont les dépenses de personnel et de matériel, les charges patronales, la location de salle, etc.). Aucune dotation complémentaire ne sera accordée à la commune.

Cette dépense est imputée sur le programme 232, domaine fonctionnel 0232-02-06, code activité 023202060007. Elle est versée dans un délai maximal de 30 jours après notification par la préfecture à la commune du montant arrêté.

ARTICLE 7 : Choix de la commune et signature

Je soussigné(e) M/Mme,
Maire de la commune de Lillebonne, déclare :

- ☐ accepter la présente convention et m'engager à réaliser les missions qui y sont mentionnées
- ☐ refuser la présente convention et renoncer à effectuer les missions prévues par l'article L.241 du Code Electoral.

Fait en double exemplaire, le

Pour le Préfet et par délégation
Le secrétaire général

Le Maire